



# *La Syrie : sur le chemin de la reconstruction économique, dans l’impasse de la transition politique*



*Pour Joseph Daher, docteur en économie politique, spécialiste des questions levantines (Liban, Syrie, Palestine), la politique de la nouvelle administration syrienne dominée par Ahmed al-Sharaa souffre d'une absence cruciale de recherche de consensus.*

*Cet entretien, réalisé le 24 juin, revient sur les transformations connues par la Syrie depuis la chute de Bachar al-Assad le 8 décembre et explore les perspectives de reconstruction économique de la Syrie.*

## **A titre personnel, en tant que Syrien, comment avez-vous vécu la chute de Bachar al-Assad ?**

Le départ de Bachar al-Assad fut un moment historique. J'étais en Syrie un mois après, après quatorze ans d'absence. C'était inoubliable. Il y avait plusieurs conférences et événements politiques par jour à Damas durant le mois de janvier. La Syrie, qui avait été le royaume du silence, retrouvait une parole publique.



Néanmoins, si j'étais content de la chute de Bachar, je l'étais moins vu le profil de ses remplaçants. L'espoir initial s'est vite estompé. Je considère que la nouvelle gouvernance n'a pas opéré de rupture fondamentale à plusieurs niveaux, y compris au niveau économique. Elle souhaite notamment poursuivre et approfondir les politiques néolibérales et d'austérité, cherchant également à s'enraciner dans une nouvelle alliance avec les Etats-Unis et leurs alliés régionaux, et entreprendre des formes de normalisation avec l'Etat d'Israël. Cette orientation s'est traduite par des mesures drastiques : hausse spectaculaire du prix du pain (de 400 à 4 000 livres syriennes), suppression des subventions sur plusieurs produits essentiels, notamment liés aux produits dérivés pétroliers, ouverture totale du marché. En cinq mois, les importations turques ont dépassé le milliard de dollars, soit une hausse de 40 % en un an (sur la même période). Les agriculteurs et industriels syriens ne peuvent pas rivaliser, d'autant que la concurrence turque avait déjà fragilisé les PME syriennes dès la fin des années 2000 avec l'accord de libre-échange bilatéral.

**Bachar al-Assad a été au pouvoir pendant 24 longues années, succédant à son père qui aura dirigé la Syrie pendant 30 années. Quelles sont les persistances des pratiques héritées du modèle assadiste ?**

Le système économique syrien s'inscrit dans une longue trajectoire avec des évolutions notables. L'arrivée du Baath en 1963 a été interprétée comme une revanche des petites bourgeoisies rurales sur les élites urbaines. Malgré des tendances autoritaires, ce régime a introduit des réformes sociales notables en faveur des classes populaires syriennes, comme au niveau des bénéfices sociaux, l'expansion des services publics, notamment éducation et la santé, etc. et à réaliser une certaine souveraineté alimentaire. Mais il a aussi pratiqué la répression, y compris contre des syndicats combattifs d'ouvriers et de paysans, opposants politiques (de droite et de gauche) et les Kurdes.

Avec le coup d'état mené par Hafez al-Assad en 1970, la ligne a évolué : refus de l'instabilité politique en cherchant des alliances politiques avec les régimes régionaux conservateurs et également certains Etats occidentaux, ouverture progressive à l'économie de marché, instrumentalisation du parti pour asseoir le nouveau système autoritaire.

Sous Bachar, la libéralisation initiée par son père dans les années 1990 s'est accélérée, tout en concentrant les leviers économiques, politiques et militaires entre les mains du clan présidentiel. A cet égard, je parle du régime de Bachar al-Assad comme d'un régime patrimonial, avec une concentration des pouvoirs économiques, politiques et militaires au sein du palais présidentiel.

Néanmoins, malgré le verrouillage de l'appareil politique par Bachar al-Assad, nous pouvons affirmer que le régime assadiste est mort. Contrairement à l'Egypte, par exemple, où l'appareil politico-militaire a survécu à Moubarak car se situant au sein de la haute élite militaire, le clan Assad a été démantelé. Mais la disparition matérielle de ce réseau ne signifie pas la possibilité de la reconstruction d'un nouvel ordre autoritaire.



*« La disparition matérielle du réseau politico-militaire assadiste ne signifie pas la possibilité de la reconstruction d'un nouvel ordre autoritaire»*

L'économie informelle, qui représentait déjà 30 % du PIB avant 2011, a explosé depuis, bien que les chiffres soient impossibles à établir. Les réseaux de contrebande ont muté : avant 2011, le pétrole circulait de la Syrie vers le Liban, alors qu'après 2019 le flux s'est inversé. Le nouveau pouvoir a renoué avec certains hommes d'affaires liés à l'ancien régime, excluant d'autres. Ce processus s'accompagne d'une reconfiguration des systèmes clientélistes et d'un capitalisme de connivence, notamment avec des personnalités affiliées à la nouvelle élite politique de HTS.

### **Vers quel modèle s'oriente la Syrie post-assadiste ?**

La manière dont la reconstruction se déploiera dépend largement des équilibres politiques. L'expérience internationale montre que les modèles néolibéraux s'imposent souvent via les acteurs internationaux et les élites locales, donnant la priorité au secteur privé dans les stratégies de relance. L'exemple du Liban après la guerre civile est emblématique : la politique économique post-conflit a reproduit les logiques d'avant-guerre, privilégiant l'accueil d'investissements étrangers dans les secteurs de la finance, de l'immobilier, du luxe et du commerce, tout en négligeant l'agriculture et l'industrie. Ce déséquilibre explique en partie la grave crise économique de 2019. Une dynamique similaire a été observée en Irak après 2003, avec une libéralisation brutale, sans politique de diversification. Les mêmes erreurs se retrouvent dans d'autres contextes, comme en Yougoslavie.

Même l'aide humanitaire peut alimenter ces logiques de marché. Par souci d'efficacité, les ONG ou agences onusiennes peuvent préférer distribuer de l'argent liquide plutôt que de soutenir les filières productives locales. Je me souviens d'un programme en Syrie, conduit par une organisation internationale : au lieu d'aider une usine nationale de fabrication de cartables, on a opté pour des transferts monétaires. Résultat, les ménages se sont tournés vers des produits importés, souvent turcs ou chinois, moins chers que ceux fabriqués localement. Ces problèmes existaient avant même la chute du régime.

Je pense que la reconstruction, telle qu'elle est amorcée, reproduira les inégalités sociales, en négligeant les secteurs productifs au profit des secteurs moins ou pas productifs. Certes, les salaires ont augmenté de 200 %, mais cela reste dérisoire face à l'inflation. À Damas, une famille de cinq personnes a besoin d'au moins 600 dollars par mois pour vivre décemment. Le salaire moyen, notamment dans la fonction publique, en est très éloigné. Dans ce contexte, les Syriens dépendent massivement des envois de fonds de la diaspora, évalués entre 4 et 8 milliards de dollars. Le coût de la vie est énorme.



*« Je pense que la reconstruction, telle qu'elle est amorcée, reproduira les inégalités sociales, en négligeant les secteurs productifs au profit des services »*

Pour moi, la priorité du gouvernement actuel est claire : consolider son pouvoir et obtenir une légitimité internationale, via le rapprochement avec l'Arabie saoudite, les États-Unis, voire la normalisation avec Israël. La justice transitionnelle n'entre pas dans ses objectifs, car nombre de responsables sont eux-mêmes impliqués dans des crimes. Des ex-dirigeants de HTS ou de l'Armée nationale syrienne, accusés d'exactions contre les Kurdes à Afrin notamment et des populations civiles, occupent aujourd'hui des postes-clés dans la nouvelle armée syrienne. Cette absence de cadre institutionnel facilite les arrangements avec d'anciens cadres du régime Assad.

**Mais quelles sont les alternatives pour le gouvernement de transition ? N'est-il pas, en un sens, imposé d'adopter une politique « néolibérale », du moins conforme aux réformes prônées par organisations multilatérales ?**

Il est clair que n'importe quel successeur d'Assad aurait fait face aux mêmes défis structurels : fragmentation territoriale, pauvreté massive, besoins colossaux de reconstruction. Mais les choix actuels ne vont pas dans le sens d'un projet démocratique et inclusif. Au contraire, le pouvoir se concentre entre quelques mains, en instrumentalisant les clivages confessionnels.

Je plaide pour un recentrage sur les secteurs productifs, agriculture et industrie, qui offrent les meilleurs effets multiplicateurs. Il faut une fiscalité progressive, l'indexation des salaires sur l'inflation et un contrôle strict de l'orientation des investissements étrangers. Il est essentiel aussi de renforcer le rôle des entreprises publiques, au lieu de céder à de potentielles privatisations.

À mes yeux, si l'alignement stratégique sur Washington peut accélérer la levée des sanctions et attirer des IDE, il ne garantit pas pour autant une croissance inclusive. Les expériences égyptienne ou tunisienne montrent que la libéralisation n'est pas une recette miracle. Les indicateurs uniquement basés sur la croissance économique du PIB n'équivalent pas forcément au développement productif, une redistribution juste des richesses, et la justice sociale.

Je considère également qu'il faut penser la reconstruction dans une dimension régionale : une coordination avec l'Irak et le Liban. Cette dimension régionale pourrait créer des synergies dans divers domaines, y compris secteurs productifs, en matière de transports, d'infrastructures, et de commerce.

**En échangeant avec vous, on a l'impression que la Syrie semble destinée à, avec ce gouvernement, reproduire le même schéma subi par les Syriens pendant plusieurs années – croissance exclusive, instrumentalisation de la question ethnoconfessionnelle, usage de la violence – quels sont vos motifs d'espérance ?**



La chute du régime a ouvert une brèche, mais rien n'assure qu'elle restera ouverte. La société civile doit se reconstruire, tâche d'autant plus difficile que les autorités veulent contrôler toute initiative. Rien que la possibilité pour les Syriens de rentrer chez eux et de renouer avec la vie politique est déjà un progrès, mais le risque d'un retour en arrière existe.

Je conclus avec le terme *mutasha'il* (متسائل), inventé par Emile Habibi pour retranscrire le sentiment vécu par les Palestiniens depuis 1948. Il traduit un mélange d'optimisme et de pessimisme. Même si je tends souvent vers le pessimisme, je crois encore à la force populaire.